

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205533]

25 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une aide exceptionnelle aux éleveurs de porcs affectés par l'interdiction de repeuplement des exploitations porcines situées dans la zone infectée par la peste porcine africaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242 et D.243;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 octobre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2018;

Vu le rapport du 11 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 18 octobre 2018;

Vu l'urgence motivée par les mesures de prévention prises dans le cadre de la peste porcine africaine qui impactent les exploitations porcine dans la zone infectée;

Vu l'avis 64.423/4 du Conseil d'État, donné le 16 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que depuis le 13 septembre 2018, plusieurs cas de peste porcine africaine ont été détectés chez des sangliers trouvés morts dans la province de Luxembourg;

Considérant que des actions coordonnées entre les niveaux de pouvoir sont prises pour empêcher la propagation du virus au niveau de la faune sauvage et des élevages porcins;

Considérant qu'une zone infectée a été délimitée autour des cas détectés;

Considérant l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018 portant des mesures d'urgence concernant la lutte contre la peste porcine africaine;

Considérant que dans la zone infectée actuellement délimitée, tous les porcs domestiques ont été mis à mort;

Considérant que le repeuplement des exploitations situées dans cette zone est interdit jusqu'à nouvel ordre;

Considérant que ces mesures aboutissent à une perte de revenu pour les éleveurs de porcs dont les unités de productions sont situées dans la zone infectée;

Considérant que ces éleveurs sont sans revenus issus de leur exploitation depuis lors;

Considérant que cette situation est intenable pour ces éleveurs;

Considérant qu'il y a lieu de leur permettre de récupérer sous couvert de l'aide prévue via le présent arrêté un revenu leur permettant de vivre décemment le plus rapidement possible;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 1^{er}, 3 à 10, 12, 13 et 26 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2° le Service : la Direction des Droits et des Quotas, du Département de l'Agriculture, de l'Administration visée à l'article D.3, 3°, du Code;

3° l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018 : l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018 portant des mesures d'urgence concernant la lutte contre la peste porcine africaine;

4° le Règlement (UE) n° 702/2014 : le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

CHAPITRE II. — Conditions d'octroi de l'aide et obligations du bénéficiaire

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une aide est attribuée au demandeur qui :

1° est identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du SIGeC conformément à l'article D. 22 du Code;

2° est en ordre d'enregistrement pour l'élevage de porcs auprès de l'Association régionale de Santé et d'Identification animales A.S.B.L, dénommée « ARSIA » en 2017 et 2018;

3° détient une unité de production sur le territoire de la Région wallonne pour laquelle les activités de production sont réalisées dans le respect de la législation relative au permis d'environnement;

4° est, le cas échéant, en ordre d'enregistrement auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire « AFSCA » pour la vente directe;

5° a son exploitation ou une unité de production située dans la zone infectée visée à l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018, ou le cas échéant dans une zone tampon définie par le Ministre;

6° subit une perte de revenus telle que définie à l'article 26, paragraphe 9, du Règlement (UE) n° 702/2014 consécutive à l'interdiction de repeuplement des exploitations porcines prévue dans l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018;

7° respecte et met en œuvre toutes les mesures requises par l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018;

8° ne démarre pas une nouvelle spéculation, dans le bâtiment d'élevage porcine;

9° n'utilise pas un bâtiment d'élevage exploité auparavant pour l'atelier porcin afin d'augmenter son cheptel de manière significative et durable par une spéculation déjà présente sur l'exploitation avant la crise;

10° le cas échéant, respecte le cahier des charges de qualité régionale ou européenne au moment de la mise à mort par ordre des animaux;

11° le cas échéant, signale l'intervention d'une assurance perte de revenus;

12° s'engage à fournir tout document probant prouvant la valorisation des porcs par vente directe.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, l'on entend par « porc » : l'animal défini à l'article 2, 11°, 14° à 19°, de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2014 établissant un système d'identification et d'enregistrement des porcs et relatif aux conditions d'autorisation pour les exploitations de porcs.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 8° et 9°, le demandeur, lorsqu'il démarre une nouvelle spéculation ou qu'il augmente un cheptel déjà présent sur son exploitation, en informe le Service et le cas échéant, transmet les documents probants y afférents.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 11°, le demandeur, lorsqu'il connaît le montant des indemnités qu'il perçoit d'une assurance perte de revenus, transmet au Service, ledit montant ainsi que les documents probants y afférents.

Art. 4. Aucune aide prévue dans le présent arrêté n'est versée aux entreprises faisant l'objet d'une injonction de récupération à la suite d'une décision antérieure de la Commission déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur ou aux entreprises en difficulté au sens de l'article 2 du Règlement (UE) n° 702/2014, sauf si l'entreprise est désormais considérée comme une entreprise en difficulté en raison des pertes ou des dommages causés par suite aux mesures prises dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine.

Art. 5. Les aides prévues en vertu du présent arrêté sont calculées sur base des données et des documents dont le Service a accès ou dont il dispose.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le Service ne dispose pas des données ou des documents lui permettant d'octroyer l'aide aux demandeurs concernés, le directeur du Service envoie une demande d'information auxdits demandeurs par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code.

Les demandeurs répondent dans les trente jours à dater de la réception de la demande d'information. A défaut, s'il bénéficie des informations suffisantes pour ce faire, le Service octroie l'aide uniquement sur la base des données dont il dispose.

CHAPITRE III. — Calcul de l'aide

Art. 6. Dans le respect de l'article 26, § 9, du Règlement (UE) n° 702/2014, l'aide compense :

1° les pertes de revenus liées aux obligations de quarantaine;

2° les pertes de revenus consécutives à l'interdiction de repeuplement des exploitations porcines;

3° les difficultés économiques liées à toute autre mesure imposée en vue de lutter contre la peste porcine africaine.

L'aide est calculée sur base d'un nombre moyen annuel d'animaux et sur un montant moyen d'indemnisation par catégorie d'animaux et par filière, comme suit :

1° le nombre moyen d'animaux présents sur l'exploitation est calculé :

a) pour les éleveurs de plus de dix porcs d'engraissement : en multipliant par 2,5, la moyenne par catégorie d'animal, basée sur les comptages enregistrés au niveau de Sanitel (ARSIA), entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 août 2018 et le relevé effectué lors de la mise à mort par ordre sur base de l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018;

b) pour les éleveurs de plus de dix porcs de reproduction : la moyenne par catégorie d'animal, basée sur les comptages enregistrés au niveau de Sanitel (ARSIA), entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 août 2018 et le relevé effectué lors de la mise à mort par ordre sur base de l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018;

c) pour les éleveurs de moins de dix porcs ou égal à dix porcs de reproduction ou d'engraissement : sur base de l'enregistrement d'abattages au niveau de l'AFSCA durant l'année 2017;

2° le montant moyen d'indemnisation est fixé en euros, par catégorie d'animaux et par filière comme suit :

	Standard	Bio	Plein Air	Sur paille
Valeur des porcs de reproduction exprimée en euros par animal	657	1633	1351	615
Valeur des porcs d'engraissement exprimée en euros par animal	34	96	59	184

Concernant l'alinéa 2, 2°, l'on entend par « porcs sur paille » : le mode de production dans lequel les éleveurs porcins logent leurs porcs en groupes sur litière de paille et dont le montant moyen fixé est uniquement valable lors d'une valorisation des porcs via un circuit-court.

Art. 7. § 1^{er}. L'aide est octroyée au demandeur de la manière suivante :

1° une première tranche d'aide correspondant à vingt-cinq pourcents du montant devant être octroyé est versée à l'entrée en vigueur du présent arrêté;

2° le solde est versé une fois tous les contrôles opérés, par tranches de vingt-cinq pourcents du montant définitif payés à la fin de chaque trimestre à partir du 1^{er} janvier 2019;

3° les tranches d'aide sont actualisées à leur valeur à la date de l'octroi de l'aide.

L'aide est versée au demandeur pour une période de douze mois.

Si les obligations liées à l'interdiction de repeuplement se prolongent au-delà et que les demandeurs respectent les conditions prévues à l'article 3, l'aide se poursuit :

1° via des paiements calculés conformément à l'article 5;

2° par des paiements versés par tranches conformément à l'alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. L'aide visée au paragraphe 1^{er}, se poursuit après la levée de l'interdiction de repeuplement et ce pour une période de :

1° six mois pour les éleveurs engraisseurs;

2° douze mois pour les éleveurs naisseurs engraisseurs.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'on entend par :

1° les éleveurs engraisseurs : les éleveurs qui détiennent des porcs en vue de les engraisser;

2° les éleveurs naisseurs engraisseurs : les éleveurs qui détiennent des truies en vue de faire naître des porcelets, et ensuite de les engraisser.

§ 3. Si le demandeur réoriente ses activités durant la période d'interdiction visée à l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018, l'aide n'est plus octroyée à partir du moment où :

1° l'exploitant démarre une nouvelle spéculation, dans le bâtiment d'élevage;

2° le bien immeuble ou la partie du bien immeuble dans lequel était pratiquée la production porcine empêchée par l'interdiction du repeuplement est utilisé pour augmenter une production autre que la production porcine.

Si le demandeur reçoit une indemnité pour la perte de revenu liée aux obligations de quarantaine ou à l'interdiction de repeuplement des exploitations porcines d'une assurance perte de revenus, cette indemnité est déduite du montant que perçoit le demandeur en vertu du présent arrêté.

§ 4. Pour l'application du présent article, le Ministre peut prévoir des éléments purement procéduraux permettant de compléter le processus de paiement de l'aide.

CHAPITRE IV. — *Recours, contrôle et remboursement*

Art. 8. Le demandeur de l'aide dispose de quarante-cinq jours pour introduire un recours auprès du Ministre contre toute décision prise par le Service en vertu du présent arrêté.

Lorsque le demandeur en fait la demande dans le recours, il est entendu par l'inspecteur général du Département de l'Agriculture de l'Administration.

Le Ministre prend une décision sur le recours dans un délai de trois mois à dater de la réception du recours et transmet une copie de sa décision au Service concomitamment à la notification de la décision de recours au demandeur.

Aucun intérêt de retard n'est réclamé relatif à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

Art. 9. Le demandeur autorise le Service à visiter les lieux en vue de vérifier le respect des conditions d'octroi, après avertissement du demandeur par le Service. L'opposition à ce contrôle conduit au refus de l'octroi de l'aide ou à un remboursement proportionnel de celui-ci.

Art. 10. Lorsque le bénéficiaire rembourse une partie de l'aide, la somme perçue, ajustée sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de l'aide, est versée sur le compte du Receveur général du Service public de Wallonie selon les modalités qui sont notifiées au bénéficiaire par le Service.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 octobre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205533]

25. OKTOBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Sonderbeihilfe zugunsten der Schweinezüchter, die von dem Verbot der Wiederaufstockung der Bestände der Schweinehaltungsbetriebe in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet betroffen sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242 und D.243;

Aufgrund der am 10. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 11. Oktober 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Berichts vom 11. Oktober 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 18. Oktober 2018;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet durch die im Rahmen der Afrikanischen Schweinepest getroffenen Präventivmaßnahmen, die sich auf die Schweinehaltungsbetriebe im Seuchengebiet auswirken;

Aufgrund des am 16. Oktober 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 64.423/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass seit dem 13. September 2018 mehrere Fälle von Afrikanischer Schweinepest bei verendet aufgefundenen Wildschweinen in der Provinz Luxemburg festgestellt wurden;

In der Erwägung, dass koordinierte Maßnahmen zwischen den Regierungsebenen ergriffen werden, um die Ausbreitung des Virus auf die wildlebenden Tiere und die Schweinehaltungsbetriebe zu verhindern;

In der Erwägung, dass ein Seuchengebiet um die entdeckten Infektionsfälle herum abgegrenzt wurde;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 26. September 2018 mit Dringlichkeitsmaßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest;

In der Erwägung, dass in dem derzeit abgegrenzten Seuchengebiet alle Hausschweine getötet wurden;

In der Erwägung, dass die Wiederaufstockung der Bestände der in diesem Gebiet gelegenen Betriebe bis auf weiteres untersagt ist;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen zu Einkommensverlusten für die Schweinezüchter führen, deren Produktionseinheiten sich im Seuchengebiet befinden;

In der Erwägung, dass diese Züchter seither kein Einkommen mehr aus ihren Betrieben beziehen;

In der Erwägung, dass diese Situation für diese Züchter unhaltbar ist;

In der Erwägung, dass ihnen ermöglicht werden sollte, über die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfe wieder ein Einkommen zu beziehen, das ihnen ermöglicht, so schnell wie möglich angemessenen von ihrer Tätigkeit zu leben;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 1, 3 bis 10, 12, 13 und 26 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (ABl. EU, L.193, 1. Juli 2014, S.1).

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

2° Dienststelle: die Direktion der Rechte und der Quoten der Abteilung Landwirtschaft der Verwaltung, erwähnt in Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

3° Ministerieller Erlass vom 26. September 2018: der Ministerielle Erlass vom 26. September 2018 mit Dringlichkeitsmaßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest;

4° Verordnung (EU) Nr. 702/2004: die Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

KAPITEL II — *Bedingungen für die Gewährung der Beihilfe und Verpflichtungen des Begünstigten*

Art. 3 - Eine Beihilfe wird im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel jenem Antragsteller gewährt, der:

1° bei der Zahlstelle im InVeKoS-System gemäß Artikel 22 des Gesetzbuches identifiziert ist;

2° in den Jahren 2017 und 2018 ordnungsgemäß bei der Regionalen Vereinigung der Tiergesundheit und Identifizierung VoG (Association régionale de Santé et d'Identification animales A.S.B.L., ARSIA) für die Schweinezucht eingetragen ist;

3° eine Produktionseinheit auf dem Gebiet der Wallonischen Region besitzt, in der die Produktion in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften über die Umweltgenehmigung durchgeführt wird;

4° gegebenenfalls ordnungsgemäß bei der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette (FASNK) für den Direktverkauf eingetragen ist;

5° seinen Betrieb oder eine Produktionseinheit in dem in Artikel 1 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 26. September 2018 genannten Seuchengebiet oder gegebenenfalls in einer vom Minister definierten Pufferzone hat;

6° ein Einkommensverlust im Sinne von Artikel 26 Absatz 9 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 erleidet infolge des in dem Ministeriellen Erlass vom 26. September 2018 vorgesehenen Verbots der Wiederaufstockung der Bestände in den Schweinehaltungsbetrieben;

7° alle Maßnahmen, die in dem Ministeriellen Erlass vom 26. September 2018 vorgesehen sind, beachtet und umsetzt;

8° keine neue Aufzucht im Aufzuchtstall des Schweinehaltungsbetriebs in die Wege leitet;

9° keinen Aufzuchtstall, der zuvor für die Schweinehaltung genutzt wurde, nutzt, um seinen Viehbestand durch Zuchtmaßnahmen, die bereits vor der Krise auf dem Betrieb existierten, bedeutend und nachhaltig zu erhöhen;

10° gegebenenfalls den Qualitätsanforderungen des regionalen oder europäischen Lastenhefts zum Zeitpunkt der Tötung der Tiere auf Anordnung genügt;

11° gegebenenfalls auf die Beteiligung einer Einkommensversicherung hinweist;

12° sich verpflichtet, alle Beweisdokumente vorzulegen, die belegen, dass die Valorisierung der Schweine über den Direktverkauf erfolgt.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 gilt als Schwein, das in Artikel 2 Ziffern 11, 14 bis 19 des Königlicher Erlasses vom 1. Juli 2014 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Schweinen und zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Schweinehaltungsbetrieben definierte Tier.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffern 8 und 9 informiert der Antragsteller die Dienststelle und übermittelt gegebenenfalls die entsprechenden Beweisdokumente, wenn er mit einer neuen Aufzucht beginnt oder einen bereits in seinem Betrieb vorhandenen Bestand erhöht.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 11 übermittelt der Antragsteller, wenn ihm der Betrag der Entschädigung aus der Einkommensversicherung bekannt ist, der Dienststelle den genannten Betrag und die entsprechenden Beweisdokumente.

Art. 4 - Unternehmen, die Gegenstand einer Rückforderungsanordnung infolge einer endgültigen Kommissionsentscheidung über die Unrechtmäßigkeit und Unvereinbarkeit von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt sind, oder Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne von Artikel 2 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 werden keine Beihilfen auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gezahlt, es sei denn, das Unternehmen gilt nunmehr als Unternehmen in Schwierigkeiten aufgrund von Verlusten oder Schäden, die durch Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest verursacht wurden.

Art. 5 - Die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen werden auf der Grundlage der Angaben und Unterlagen berechnet, die der Dienststelle zugänglich sind, oder über die sie verfügt.

Abweichend von Absatz 1 und wenn die Dienststelle nicht über die Angaben oder Unterlagen verfügt, die es ihr ermöglichen, den betreffenden Antragstellern die Beihilfe zu gewähren, fordert der Direktor der Dienststelle von diesen Antragstellern durch jedes Mittel, das der Einsendung laut Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, zusätzliche Informationen an.

Die Antragsteller müssen innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt der Informationsanforderung antworten. Andernfalls gewährt die Dienststelle, wenn sie über ausreichende Informationen verfügt, die Beihilfe nur auf der Grundlage der ihr zur Verfügung stehenden Angaben.

KAPITEL III — Berechnung der Beihilfe

Art. 6 - Gemäß Artikel 26 Absatz 9 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 gleicht die Beihilfe folgende Verluste aus:

- 1° Einkommensverluste im Zusammenhang mit Quarantäneverpflichtungen;
- 2° Einkommensverluste, die sich aus dem Verbot der Wiederaufstockung der Bestände der Schweinehaltungsbetriebe ergeben;
- 3° die wirtschaftlichen Schwierigkeiten im Zusammenhang mit allen anderen Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest.

Die Beihilfe wird auf der Grundlage einer durchschnittlichen jährlichen Anzahl von Tieren und eines durchschnittlichen Entschädigungsbetrags je Tierkategorie und je Sektor wie folgt berechnet:

1° Die durchschnittliche Anzahl der Tiere im Betrieb wird berechnet:

a) bei Züchtern mit mehr als zehn Mastschweinen: indem der Durchschnitt pro Tierkategorie, basierend auf den bei Sanitel (ARSIA) zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. August 2018 registrierten Zählungen und der zum Zeitpunkt der Tötung auf Anordnung auf der Grundlage des Ministeriellen Erlasses vom 26. September 2018 durchgeführten Erhebung mit 2,5 multipliziert wird;

b) bei Züchtern mit mehr als zehn Zuchtschweinen: anhand des Durchschnitts pro Tierkategorie, basierend auf den bei Sanitel (ARSIA) zwischen dem 1. Januar 2017 und dem 31. August 2018 registrierten Zählungen und der zum Zeitpunkt der Tötung auf Anordnung auf der Grundlage des Ministeriellen Erlasses vom 26. September 2018 durchgeführten Erhebung;

c) für Züchter mit höchstens zehn Zucht- oder Mastschweinen: auf der Grundlage der im Jahr 2017 bei der FASNK registrierten Schlachtungen;

2° Der durchschnittliche Entschädigungsbetrag wird in Euro, nach Tierkategorie und Sektor wie folgt festgesetzt:

	Standard	Bio	Im Freien	Auf Stroh
Wert der Zuchtschweine, ausgedrückt in Euro pro Tier.	657	1633	1351	615
Wert der Mastschweine, ausgedrückt in Euro pro Tier.	34	96	59	184

In Bezug auf Absatz 2 Ziffer 2 bezeichnet "Schweine auf Stroh" die Produktionsmethode, bei der die Schweinehalter ihre Schweine in Gruppen auf Stroheinstreu unterbringen und deren festgelegter durchschnittlicher Betrag nur gültig ist, wenn die Valorisierung der Schweine über kurze Vertriebswege erfolgt.

Art. 7 - § 1. Die Beihilfe wird dem Antragsteller wie folgt gewährt:

1° Bei Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses wird ein erster Teilbetrag der Beihilfe in Höhe von fünfundzwanzig Prozent des zu gewährenden Betrags gezahlt;

2° Der Restbetrag wird nach Durchführung aller Kontrollen in Teilbeträgen von fünfundzwanzig Prozent des endgültigen Betrags gewährt, die ab dem 1. Januar 2019 am Ende jedes Quartals gezahlt werden;

3° Der Wert der Teilbeträge der Beihilfe wird zum Zeitpunkt der Gewährung der Beihilfe aktualisiert.

Die Beihilfe wird dem Antragsteller für einen Zeitraum von 12 Monaten gezahlt.

Wenn die mit dem Verbot der Wiederaufstockung der Bestände verbundenen Verpflichtungen darüber hinausgehen und die Antragsteller die Bedingungen des Artikels 3 erfüllen, wird die Beihilfe fortgesetzt:

1° durch Zahlungen, die nach Artikel 5 berechnet werden;

2° durch die Zahlung von Teilbeträgen gemäß Absatz 1 Ziffer 2.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannte Beihilfe wird nach Aufhebung des Verbots der Wiederaufstockung der Bestände fortgesetzt für einen Zeitraum von:

- 1° sechs Monate für Züchter von Mastschweinen;
- 2° zwölf Monate für Züchter von Zucht- und Mastschweinen.

Zur Anwendung von Absatz 1 gelten folgende Definitionen:

- 1° Züchter von Mastschweinen: Züchter, die Schweine halten, um sie zu mästen;
- 2° Züchter von Zucht- und Mastschweinen: Züchter, die Sauen zur Erzeugung von Ferkeln halten, die anschließend gemästet werden.

§ 3. Führt der Antragsteller während der in dem Ministeriellen Erlass vom 26. September 2016 genannten Sperrfrist eine Neuorientierung seiner beruflichen Tätigkeiten durch, so wird die Beihilfe nicht mehr gewährt ab dem Zeitpunkt:

- 1° an dem der Betreiber eine neue Aufzucht im Aufzuchtstall beginnt;
- 2° an dem die Immobilie oder der Teil der Immobilie, in dem die Schweineproduktion durchgeführt wurde, die durch das Verbot der Wiederaufstockung der Bestände nicht mehr durchgeführt werden konnte, zur Steigerung einer anderer Produktion als der Schweineproduktion genutzt wird.

Erhält der Antragsteller eine Entschädigung für Einkommensverluste im Zusammenhang mit Quarantäneverpflichtungen oder dem Verbot der Wiederaufstockung der Bestände der Schweinehaltungsbetriebe aus der Einkommensversicherung, so wird diese Entschädigung von dem Betrag abgezogen, den der Antragsteller in Anwendung des vorliegenden Erlasses erhält.

§ 4. Für die Anwendung des vorliegenden Artikels kann der Minister rein verfahrenstechnische Aspekte vorsehen, um das Verfahren der Beihilfezahlung zu vervollständigen.

KAPITEL IV — *Beschwerde, Kontrolle und Rückerstattung*

Art. 8 - Der Antragsteller verfügt über eine Frist von fünfundvierzig Tagen, um bei dem Minister gegen jegliche auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses getroffene Entscheidung Beschwerde einzureichen.

Der Antragsteller kann, wenn er dies in der Beschwerde beantragt, von dem Generalinspektor der Abteilung Landwirtschaft der Verwaltung angehört werden.

Der Minister trifft eine Entscheidung über die Beschwerde innerhalb einer Frist von drei Monaten ab deren Eingang und er lässt der Dienststelle eine Abschrift dieser Entscheidung zukommen. Diese wird dem Antragsteller gleichzeitig mitgeteilt.

Kein Verzugszins wird bei der Ausführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert.

Art. 9 - Der Antragsteller erlaubt der Dienststelle, eine Ortsbesichtigung vorzunehmen, um die Einhaltung der Bedingungen für die Gewährung zu überprüfen, nachdem er von der Dienststelle darüber informiert wurde. Der Widerspruch gegen diese Kontrolle hat zur Folge, dass die Beihilfe entweder nicht gewährt wird, oder diese anteilig zu erstatten ist.

Art. 10 - Wenn der Begünstigte verpflichtet ist, einen Teil der Beihilfe zurückzuzahlen, wird die erhaltene Summe, die auf der Grundlage des Verbraucherpreisindex - wobei der Anfangsindex derjenige ist, der am Datum der Zahlung der Beihilfe gültig ist - angepasst wird, auf das Konto des Generaleinnehmers des Öffentlichen Dienstes der Wallonie nach den ihm durch die Dienststelle mitgeteilten Modalitäten eingezahlt.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 12 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 25. Oktober 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205533]

25 OKTOBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een buitengewone tegemoetkoming aan varkensfokkers getroffen door het herbevolkingsverbod van varkensbedrijven gelegen in het gebied besmet door Afrikaanse varkenspest

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.11, D.13, D.14, D. 17, D. 242 en D.243;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 2018;

Gelet op het rapport van 11 oktober 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale Overheid van 18 oktober 2018;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de preventiemaatregelen getroffen in het kader van Afrikaanse varkenspest waaronder varkensbedrijven in het besmette gebied te lijden hebben;

Gelet op advies 64.423/4 van de Raad van State, gegeven op 16 oktober 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat er sinds 13 september 2018 meerdere gevallen van Afrikaanse varkenspest zijn ontdekt bij wilde zwijnen, dood aangetroffen in de provincie Luxemburg;

Overwegende dat er tussen de bestuursniveaus gecoördineerde acties zijn ondernomen om de verspreiding van het virus bij de wilde fauna en onder de varkensbedrijven te verhinderen;

Overwegende dat er een besmet gebied is afgebakend rond om de opgespoorde gevallen;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 september 2018 houdende dringende maatregelen betreffende de bestrijding van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat alle tamme varkens in het heden afgebakende besmette gebied gedood zijn;

Overwegende dat de herbevolking van de bedrijven, gelegen in dat gebied, tot nader order verboden is;

Overwegende dat deze maatregelen een inkomstenderving tot gevolg hebben voor de varkenstellers wier productie-eenheden gevestigd zijn in het besmette gebied;

Overwegende dat deze telers sindsdien geen inkomsten uit hun bedrijf meer hebben;

Overwegende dat deze toestand onhoudbaar is voor deze telers;

Overwegende dat er aanleiding bestaat om hen in de mogelijkheid te stellen, in de vorm van de tegemoetkoming bepaald bij dit besluit, een inkomen terug te vinden dat hen in staat stelt zo spoedig mogelijk een decent leven te leiden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 1, 3 tot 10, 12, 13 en 26 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard (PB L.193, 1 juli 2014, blz. 1.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het Wetboek : het Waals landbouwwetboek;

2° de Dienst : de Directie Rechten en Quota's van het Departement Landbouw, van de Administratie bedoeld in artikel D.3, 3°, van het Wetboek;

3° het ministerieel besluit van 26 september 2018 : het ministerieel besluit van 26 september 2018 houdende dringende maatregelen betreffende de bestrijding van Afrikaanse varkenspest;

4° Verordening nr. 702/2014 : Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor de toekenning van de steun en verplichtingen van de steungerechtigde

Art. 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt een steun verleend aan de aanvrager die:

1° geïdentificeerd is bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, overeenkomstig artikel 22 van het Wetboek;

2° in 2017 en 2018 in orde is met de registratie voor varkensfokkerijen bij de regionale vereniging voor diergezondheid en -identificatie ARSIA vzw;

3° een productie-eenheid houdt op het grondgebied van het Waals Gewest waarvoor de productie-activiteiten uitgevoerd worden met inachtneming van de wetgeving inzake milieuvergunningen;

4° in voorkomend geval, in orde met de registratie is bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV) voor de rechtstreekse verkoop;

5° zijn bedrijf of productie-eenheid gevestigd heeft in het besmette gebied bedoeld in artikel 1, § 2, van het ministerieel besluit van 26 september 2018 of in voorkomend geval in het buffergebied omschreven door de Minister;

6° een inkomstenderving ondergaat zoals omschreven in artikel 26, § 9, van Verordening (EU) nr. 702/2014 ten gevolge van het herbevolkingsverbod in de varkensbedrijven voorzien in het ministerieel besluit van 26 september 2018;

7° alle bij het ministerieel besluit van 26 september 2018 vereiste maatregelen in acht neemt en uitvoert;

8° geen nieuwe landbouwspecialisatie opstart in het gebouw voor de varkensfokkerij;

9° geen gebouw van de fokkerij, die voorheen gebruikt werd als varkensstal, inzet om zijn bestand significant en duurzaam te vermeerderen via een landbouwspecialisatie die reeds voor de crisis op zijn bedrijf aanwezig was;

10° in voorkomend geval, het productdossier in de gewestelijke of Europese kwaliteitsregeling naleeft op het ogenblik waarop de dieren op bevel worden gedood;

11° in voorkomend geval, meldt dat hij een tussenkomst krijgt uit een inkomstendervingsverzekering;

12° zich ertoe verbindt, elk bewijsstuk over te maken waaruit de valorisering van varkens via rechtstreekse verkoop blijkt.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, wordt verstaan onder "varken": het dier omschreven in artikel 2, 11°, 14° tot 19°, van het koninklijk besluit van 1 juli 2014 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor varkens en tot vaststelling van de toelatingsvoorwaarden voor varkensbedrijven.

Voor de toepassing van het eerste lid, 8° en 9°, moet de aanvrager, wanneer hij een nieuwe landbouwspecialisatie opstart of wanneer hij een reeds op zijn bedrijf aanwezig dierenbestand opvoert, er de dienst over inlichten en de dienovereenkomstige bewijsstukken overmaken.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1^o, maakt de aanvrager, wanneer hij het bedrag van de schadeloosstelling kent, die hij uit een inkomstendervingsverzekering krijgt, dat bedrag en de dienovereenkomstige bewijsstukken aan de dienst over.

Art. 4. Er wordt geen enkele steun als bepaald in dit besluit aan de bedrijven gestort die onder het bevel tot terugstorting staan ten gevolge van een vroegere beslissing van de Commissie waarin steun die het bedrijf ontvangen heeft met de interne markt onwettig en onverenigbaar wordt verklaard of aan de bedrijven in moeilijkheden in de zin van artikel 2 van Verordening (EU) nr. 702/2014, behalve als dat bedrijf als een bedrijf in moeilijkheden beschouwd wordt wegens de verliezen of de schade geleden onder de maatregelen genomen in het kader van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest.

Art. 5. De steun bepaald krachtens dit besluit wordt berekend op grond van de gegevens en de documenten waartoe de dienst toegang heeft of waarover de dienst beschikt.

In afwijking van het eerste lid, stuurt de directeur van de dienst, wanneer de dienst niet over de gegevens of documenten beschikt waarmee het de steun aan de betrokken aanvragers kan toekennen, een informatieaanvraag aan de aanvragers door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek.

De aanvragers antwoorden binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om informatie. Indien de dienst daartoe over voldoende informatie beschikt, kent het bij ontstentenis de steun alleen toe op basis van de gegevens waarover hij beschikt toe.

HOOFDSTUK III. — *Berekening van de steun*

Art. 6. Met inachtneming van artikel 26, § 9, van Verordening (EU) nr. 702/2014, geldt de steun als compensatie van :

- 1^o inkomensverlies uit quarantaineverplichtingen;
- 2^o inkomensverlies uit het verbod tot herbevolking van de varkensbedrijven;
- 3^o economische moeilijkheden uit iedere andere maatregel, opgelegd ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest.

De steun wordt op grond van het jaargemiddelde van het aantal dieren en op grond van een gemiddeld schadeloosstellingsbedrag per diencategorie en per filière berekend, op volgende wijze :

- 1^o het gemiddelde jaarlijkse aantal varkens op het bedrijf wordt berekend :

a) voor de telers met meer dan tien mestvarkens: door het gemiddelde per diencategorie, gebaseerd op de tellingen geregistreerd via Sanitel (ARSIA) tussen 1 januari 2017 en 31 augustus 2018, en de telling die verricht werd bij het op bevel doden van de dieren op grond van het ministerieel besluit van 26 september 2018, met 2,5 te vermenigvuldigen;

b) voor de telers met meer dan tien fokvarkens : door het gemiddelde per diencategorie, gegrond op de tellingen geregistreerd via Sanitel (ARSIA) tussen 1 januari 2017 en 31 augustus 2018, en de telling die verricht werd bij het op bevel doden van de dieren op grond van het ministerieel besluit van 26 september 2018;

c) voor de telers met tien fok- of mestvarkens of minder: op grond van de registratie van de slachtingen op FAVV-niveau in de loop van 2017;

- 2^o het gemiddeld schadeloosstellingsbedrag wordt in euro vastgesteld, per diencategorie en per filière, op volgende wijze :

	Standaard	Bio	Open lucht	Op stro
Waarde van de fokvarkens, uitgedrukt in euro per dier	657	1633	1351	615
Waarde van de mestvarkens, uitgedrukt in euro per dier	34	96	59	184

Betreffende lid 2, 2^o, wordt verstaan onder « varkens op stro » : de productiewijze waarbij de varkensfokkers de varkens die ze kweken gegroepeerd op een strobed huisvesten en waarvan het gemiddeld vastgesteld bedrag enkel geldig is bij een valorisering van de dieren in de korte keten.

Art. 7. § 1. De steun wordt op volgende wijze aan de aanvrager toegekend :

1^o een eerste schijf van de steun, die overeenstemt met 25 p.c. van het toe te kennen bedrag wordt bij de inwerkingtreding van dit besluit gestort;

2^o het saldo wordt gestort bij voltrekking van alle controles, per schijf van 25 p.c. van het definitieve bedrag, betaald aan het einde van elk kwartaal te rekenen van 1 januari 2019;

3^o de schijven van de steun worden in waarde bijgesteld op de datum van de toekenning van deze steun.

De steun wordt aan de aanvrager gestort voor een periode van twaalf maanden.

Als de verplichtingen uit het herbevolgingsverbod verder verlengd worden en de aanvragers de voorwaarden bedoeld in artikel 3 in acht nemen, wordt de steun verdergezet:

1^o via betalingen berekend overeenkomstig artikel 5;

2^o via betalingen in schijven gestort overeenkomstig het eerste lid, 2^o.

§ 2. De steun bedoeld in paragraaf 1 wordt na het opheffen van het herbevolgingsverbod voor een periode verdergezet van :

1^o zes maanden voor kwekers van mestvarkens;

2^o twaalf maanden voor kwekers van fok- en mestvarkens.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder :

1^o kwekers van mestvarkens : houders van varkens met het oog op vetmesten ervan;

2^o kwekers van fok- en mestvarkens : houders van zeugen met het oog op het voortbrengen van biggen die nadien vetgemest worden.

§ 3. Als de aanvrager zijn activiteiten tijdens de verbodsperiode bedoeld in het ministerieel besluit van 26 september 2018 herorienteert, wordt de steun niet meer toegekend vanaf het ogenblik waarop:

1° de landbouwer een nieuwe landbouwspecialisatie opstart in het gebouw voor de varkensfokkerij;

2° het onroerend goed, of deel ervan, waarin de door het herbevolkingsverbod verhinderde varkenskweek plaatsvond, gebruikt wordt voor de vermeerdering van een andere kweek dan varkenskweek.

Als de aanvrager via een inkomensdervingsverzekering een schadeloosstelling krijgt wegens derving van inkomsten uit quarantaineverplichtingen of uit het herbevolkingsverbod voor varkensbedrijven, wordt deze schadeloosstelling afgetrokken van het bedrag dat de aanvrager krachtens dit besluit krijgt.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel kan de Minister loutere procedure-elementen bepalen waarmee het steunbetalingsproces kan worden aangevuld.

HOOFDSTUK IV. — Beroep, contrôle en terugbetaling

Art. 8. De steunaanvrager beschikt over vijfenveertig dagen om een beroep in te dienen bij de Minister tegen elke beslissing genomen krachtens dit besluit.

Wanneer de aanvrager dit in het beroep aanvraagt, wordt hij gehoord door de inspecteur-generaal van het Departement Landbouw van de Administratie.

De Minister neemt een beslissing over het beroep binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de ontvangst van het beroep en maakt een afschrift van diens beslissing aan de dienst over, tegelijk met de kennisgeving van de beslissing over het beroep die hij aan de aanvrager overmaakt.

Er wordt geen enkele verwijlinterest geëist betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

Art. 9. De aanvrager laat de dienst toe, een plaatsbezoek af te leggen om na te gaan of de toekenningsvoorwaarden worden nageleefd, na verwittiging van de aanvrager door de Dienst. Het verweer tegen deze controle leidt tot de weigering van de toekenning van de steun of tot een verhoudingsgewijze terugbetaling ervan.

Art. 10. Wanneer de steungerechtigde een deel van de steun terugbetaalt, wordt de geïnde som, aangepast op grond van het indexcijfer der consumptieprijzen, waarbij het initiële cijfer het cijfer is dat geldt op de datum van betaling van de steun, gestort op de rekening van de algemene ontvanger van de Waalse Overheidsdienst, met inachtneming van de door de dienst aan de aanvrager medegedeelde modaliteiten.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 oktober 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205473]

15 OCTOBRE 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères, en ce qui concerne la certification de lot de 25 tonnes de semences de graminées

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4 et D.134, alinéa 1^{er}, 2^o et 8^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères, l'article 21;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 26 juillet 2018;

Vu le rapport du 7 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 64.237/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive d'exécution (UE) 2018/1028 de la Commission du 19 juillet 2018 portant rectification de la Directive d'exécution (UE) 2016/2109 modifiant la Directive 66/401/CEE du Conseil en ce qui concerne l'inclusion de nouvelles espèces et le nom botanique de l'espèce *Lolium x boucheanum* Kunth.

Art. 2. A l'annexe III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères, remplacée par l'arrêté ministériel du 11 mai 2017, le texte suivant est inséré entre le tableau et la phrase « Le poids maximal d'un lot ne peut pas être dépassé de plus de 5 % » : « (a) Poaceae (Gramineae) : le poids maximal d'un lot peut être porté à 25 tonnes si le fournisseur détient à cet effet une autorisation délivrée par l'autorité compétente. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Namur, le 15 octobre 2018.

R. COLLIN